



EDUCATION

Structuration des cantines scolaires à la rentrée prochaine

Le gouvernement et la représentation nationale du Programme alimentaire mondial (PAM) ont convenu de la structuration des cantines scolaires au profit des élèves peu assidus à l'école pour la rentrée des classes 2022-2023. Cette structuration vise à garantir une bonne nutrition aux enfants afin d'améliorer leur accès à l'éducation, en

répondant à leurs besoins nutritionnels de base. « Quand on a une cantine scolaire, les enfants sont plus assidus à l'école. Ils doivent bénéficier d'une bonne nutrition pour se concentrer sur leur apprentissage, afin de réaliser de bons résultats », a déclaré la représentante du PAM au Congo, Anne-Claire Mouilliez.

Page 6



La délégation du PAM s'exprimant sur les cantines scolaires de l'année prochaine



Les jeunes artisans posant avec la ministre Rosalie Matondo Adiac

ARTISANAT

Retour au pays de la première vague des jeunes formés en Chine

Une vingtaine des jeunes artisans congolais, formés à l'Université technique professionnelle de construction de Guangeha Zhejiang, en République populaire de Chine, a regagné le pays hier après quatre années de formation aux métiers du bois. Pour favoriser leur insertion, le ministère de l'Economie forestière entend mener des démarches auprès des entreprises locales, à l'instar de la société Sefyd qui s'engage à recruter 30% de ces jeunes.

Page 5

TECHNOLOGIE PHARMACEUTIQUE

La BAD approuve la création d'une fondation africaine

La Banque africaine de développement (BAD) a validé, le 28 juin lors d'un Conseil d'administration, la création d'une fondation africaine chargée de promouvoir les technologies pharmaceutiques. L'institution, qui sera dotée d'une

autonomie de fonctionnement, devra favoriser l'accès des pays africains aux technologies de fabrication des médicaments et des vaccins.

Page 7



Les judokas portant le cercueil de Me Hilaire Adiac

DISPARITION

Dernier hommage des sportifs à Me Hilaire Toulani Ngouari

Les sportifs congolais ont rendu hier à Brazzaville un dernier hommage à l'ancien président de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées et ancien trésorier du Comité national olympique et sportif congolais (CNOSC), Me Hi-

laire Toulani Ngouari, décédé le 16 juin à l'âge de 72 ans. Dans l'oraison funèbre lue par la troisième vice-présidente du CNOSC, Françoise Mahoungou, il a été reconnu les mérites de l'illustre disparu qui a beaucoup travaillé pour

le développement du sport congolais.

Page 16

ÉDITORIAL
Enjeu

Page 2

ÉDITORIAL

Enjeu

Le gouvernement a institué, en 1985, la Coupe du Congo de football pour promouvoir les vertus du sport : l'unité des peuples, le brassage de la jeunesse et la consolidation de la paix. La compétition, organisée dans le cadre des festivités marquant la célébration de l'indépendance du pays, reprend ainsi ses droits après deux années d'interruption due aux conséquences de la covid-19. Comme il fallait s'y attendre, le réaménagement du calendrier de la Confédération africaine de football (CAF) a relancé le débat sur le principal enjeu de ce tournoi.

Devant le vide créé par l'absence de la Coupe du Congo, la Fédération congolaise de football (Fécofoot) s'est, en effet, appuyée sur le championnat national pour sélectionner les représentants congolais aux compétitions interclubs de la CAF. La décision de ne retenir que les deux premiers de la Ligue 1 va progressivement prendre le dessus sur la Coupe du Congo et lui retirer à l'avenir le privilège d'être qualificative à la compétition africaine de la confédération.

En réalité, les matches de la coupe nationale ne posent pas de problème particulier. La date de la finale programmée entre le 14 et le 15 août n'offre pas actuellement de garanties par rapport aux exigences du calendrier international, d'autant plus que le vainqueur est connu alors que la CAF a déjà bouclé la période d'enregistrement en vue du lancement, au plus tard fin août-début septembre, de ses compétitions interclubs.

Il est vrai que pour maintenir la symbolique de la Coupe du Congo, la compétition va sans nul doute demeurer. Engager par contre la meilleure équipe de 2022 à une coupe africaine dont la phase de groupes se jouera en 2024 est une stratégie à revoir d'urgence. La Fécofoot doit se prononcer au plus vite car il n'est pas exclu que le club présenté au terme de cette édition n'affiche pas la même forme lors des matches de la CAF.

Les Dépêches de Brazzaville

TALANGAÏ 5

Des produits pharmaceutiques au profit du CSI Maman Mboulé

La candidate du Parti congolais du travail (PCT) dans la cinquième circonscription électorale de Talangaï, Claudia Ikia Sassou N'Guesso, a offert le 27 juin des médicaments au Centre de santé intégré (CSI) Maman Mboulé, situé au quartier Ngamakosso.



Remise d'un échantillon du don au responsable du CSVDR

Accompagnée du candidat du PCT dans la première circonscription électorale d'Oyo, département de la Cuvette, Denis Christel Sassou N'Guesso, et de Bersol Exaucé Ngambili Ibam de Djiri II, la députée sortante de Talangaï 5 a insisté sur le caractère humanitaire de son don. « Ces médicaments doivent rester à l'hôpital pour la prise en charge des malades, ils ne sont pas destinés aux structures privées », a martelé Claudia Ikia Sassou N'Guesso. Ce lot important de médicaments consacre, d'après les bénéficiaires, la réalisation du programme santé pour tous de la donatrice au profit des habitants du quartier 68, Talangaï. En effet, ces produits pharmaceutiques permettront de trai-

ter certaines pathologies telles que la rougeole, la diarrhée, l'hypertension artérielle et le diabète. « Le geste qu'elle vient d'accomplir aujourd'hui nous va droit au cœur, ces médicaments seront utilisés à bon escient », a promis le chef du CSI. Outre le don de médicaments essentiels, Claudia Ikia Sassou N'Guesso a lancé, avec l'appui de ses partenaires, les travaux d'érection du mur de clôture du CSI Maman Mboulé et procédé au planting d'arbres dans son enceinte. Le but étant de former un jardin public où il y aura des bancs pour des malades et garde-malades, a précisé l'initiatrice de l'opération. Notons que le mur de clôture de cet établissement sanitaire avait été emporté par l'érosion

de Ngamakosso. Après ce quartier, la tête de liste des candidats PCT aux locales à Talangaï s'est dirigée avec sa suite au quartier Manianga où elle a planté des arbres pour développer un décor écologique sur l'avenue principale. « Talangaï c'est le fief du PCT, on l'appelle ici affectueusement «Maman solution» et les solutions en question sont visibles. Donc, nous ne pouvons qu'appeler les militants du PCT, la population en général, à se lever comme un seul homme pour aller voter, le 10 juillet, sans équivoque, la camarade Claudia Ikia Sassou N'Guesso afin qu'elle puisse l'emporter brillamment avec un fort taux », a invité Bersol Exaucé Ngambili Ibam.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Duryl Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimmo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ognagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

LÉGISLATIVES 2022

Parfait Mabanza « T » affiche de grandes ambitions pour Mfilou

Deuxième sur la liste du parti l'Union pour la reconstruction et le développement du Congo (URDC) aux élections locales dans le 7^e arrondissement, Mfilou-Ngamaba, le futur conseiller, Parfait Mabanza « T » se veut être le porte-voix des habitants au niveau du Conseil municipal de Brazzaville.



A la conquête des potentiels électeurs auprès desquels il sollicite le suffrage lors du vote du 4 et 10 juillet prochains, il a dévoilé, dans un entretien aux Dépêches de Brazzaville ses ambitions et sa motivation de se porter candidat.

« Fils de Mfilou que j'ai vu naître sous mes yeux, je connais par cœur les problèmes, les difficultés ainsi que les besoins des habitants de cet arrondissement né des cendres du district de Ngamaba en 1984 », a-t-il indiqué.

Selon lui, son élection, en tant que conseiller municipal, lui offrira une occasion de plaider pour l'amélioration du cadre de vie des populations, notamment sa mobilité qui demeure difficile faute de voies d'accès et l'éclairage public qui maintiennent plusieurs quartiers de cet arrondissement dans un enclavement.

Parlant de la bataille électorale, le futur conseiller se montre confiant, estimant que l'élection se joue à double facette, à savoir à travers des meetings et du porte à porte qui constitue son mode opératoire, afin de toucher au plus près les difficultés de la population.

« Notre combat est aussi celui de la conscientisation de la jeunesse, afin qu'elle tourne le dos aux antivaleurs. Ex-Mwana Nsuka des arrondissements de notre ville capitale, Mfilou qui se situe aujourd'hui à la porte du Centre-ville de Brazzaville ne doit plus ressembler à ce village des années 1980. C'est le message que nous porterons au Conseil municipal, une fois élu conseiller », a déclaré le candidat.

Guy-Gervais Kitina

Aimé Ange Wilfrid Bininga dans la continuité



Candidat du Parti congolais du travail (PCT) dans la première circonscription d'Ewo (Cuvette-Ouest), Aimé Ange Wilfrid Bininga est entré en campagne devant une foule en liesse avec un message clair. « Dans la continuité, la population d'Ewo devrait donner au président de la République une majorité stable pour la mise en œuvre de son programme de société », a-t-il déclaré, en précisant que l'œuvre de la modernisation d'Ewo intègre ce programme.

Aimé Ange Wilfrid Bininga fait partie de la vingtaine des membres du gouvernement candidats aux législatives. Dans la première circonscription d'Ewo, il n'est pas à présenter aux électeurs. Le candidat y est, en effet, député depuis 2007. Il estime que son bilan est fait de grandes réalisations qui font qu'Ewo soit une citadelle imprenable du PCT. Son bilan lui donne les éléments de langage précis pour demander à la population de poursuivre ensemble la marche en allant plus loin.

Rominique Makaya

BACONGO 2

Vadim Osdet Mvouba fédère les jeunes autour du football

Le candidat du Parti congolais du travail (PCT) dans la deuxième circonscription électorale de Baongo, Vadim Osdet Mvouba, a lancé le 28 juin, au stade Yougos, un tournoi de football inter-quartiers. La cérémonie qui s'est déroulée en présence du candidat du PCT à Loandjili 1, Anatole Collinet Makosso, a été précédée par une marche sportive.

Placée sur le thème « Ensemble pour un Baongo uni et prospère », la compétition de trois jours regroupe six équipes issues de six quartiers qui composent la deuxième circonscription électorale de Baongo. Le directeur de campagne du candidat de l'alliance PCT-MCDDI, André Massamba, a rappelé que cette thématique s'aligne sur le thème national de la campagne édictée par le PCT, à savoir « Avec une majorité stable, poursuivons la marche ensemble ». « Nous avons la lourde responsabilité d'assurer au camarade Denis Sassou N'Guesso la majorité absolue au Parlement pour lui permettre d'exécuter avec aisance le Plan national de développement 2022-2026. La présente activité sportive a vocation à fédérer les habitants de la deuxième circonscription de Baongo autour de la candidature de Vadim Osdet Mvouba », a déclaré son directeur de campagne, saluant la forte



Anatole Collinet Makosso et Vadim Mvouba donnant le coup d'envoi du tournoi inter-quartiers DR

mobilisation autour du candidat. Il a également rappelé que les élections législatives et locales de 2022, dans cette deuxième circonscription électorale, doivent s'opérer dans le calme et la sérénité.

Invité d'honneur à cette triple cérémonie, le Premier ministre a souligné la nécessité de voter pour les candidats du PCT lors des élections des 4 et 10 juillet prochains. « Merci de m'avoir invité à ce grand meeting. Je voudrais appeler tout le monde à soutenir nos équipes qui vont s'affronter ici, de sorte qu'à la fin du tournoi, l'équipe qui sera championne communiquera cette onction à notre candidat pour qu'il soit lui aussi champion le 10 juillet », a invité Anatole Collinet Makosso.

Vadim Osdet Mvouba s'est, de son côté, félicité de la présence du

chef du gouvernement à ce grand rendez-vous. Selon lui, cette présence est un signal fort. « Il s'agit là de tout mettre en œuvre pour installer confortablement notre majorité dans toutes les assemblées : nationale, départementale et locale. Unis comme un seul homme, il fallait fédérer, je pense que le football est le sport roi, qui véhicule certaines valeurs comme la solidarité, l'exigence, la compétitivité. C'est le sens que nous avons voulu donner à ce tournoi riche en symboles. A travers ce tournoi, nous voulons lancer un message pour que les jeunes excellent dans leur domaine de prédilection, nous allons tout mettre en œuvre pour les accompagner », a déclaré le candidat du PCT.

Parfait Wilfried Douniama

TALANGAI 3

Pierre Obambi fait du chômage des jeunes sa préoccupation

Multipliant les contacts avec ses futurs électeurs dans le cadre de la campagne pour les législatives des 4 et 10 juillet, le candidat du Parti congolais du travail dans la troisième circonscription de Talangaï, sixième arrondissement de Brazzaville, Pierre Obambi, a promis de placer son prochain mandat sous le signe de la lutte contre le chômage des jeunes.



Pierre Obambi s'adressant aux futurs électeurs DR


Le candidat de Talangaï 3 compte former des jeunes en conduite automobile et autres petits métiers. La rencontre avec les potentiels électeurs du quartier 603, le 28 juin, a consti-

tué une occasion pour Pierre Obambi de rappeler à ses interlocuteurs les missions que la Constitution a dévolues aux députés, à savoir voter des lois, contrôler l'action gouvernemen-


tale et rendre compte aux mandants des affaires adoptées au Parlement.

Toutefois, a-t-il renchéri, le député peut également, à la mesure de ses moyens, réaliser des actions sociales en faveur de ses mandants. C'est dans ce dernier volet qu'il place ses cinq prochaines années. Par ailleurs, il a sollicité des excuses de ses interlocuteurs sur les promesses qu'il n'a pu accomplir lors du premier mandat à cause de nombreuses impondérables, notamment les crises sanitaires et économiques dont les effets négatifs sont encore ressentis par la population. En outre, le candidat Pierre Obambi a assuré la population du quartier 603 de ne pas perdre espoir et de lui faire à nouveau confiance en le votant massivement, les 4 et 10 juillet prochains. Son appel semble avoir reçu un écho favorable à en juger par les salves d'applaudissements qui ont suivi sa prononciation.

Roger Ngombé



Banque des Etats de l'Afrique Centrale
Secrétariat Général
Direction de l'Organisation et des Projets



THE WORLD BANK
IBRD - IDA | WORLD BANK GROUP

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES INSTITUTIONS FINANCIERES REGIONALES DE LA CEMAC / P161368

Unité de Gestion des Reformes des Institutions Financières de la CEMAC (UGRIF)
Services Centraux de la BEAC
Avenue Monseigneur Vogt, Boîte Postale 1917 - Yaoundé - République du Cameroun
Tél. (237) 222 23 40 30/60 Fax : (237) 222 23 33 29

Commission de Passation des Marchés - Composante COBAC

ssDDdaINA

Institution : Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) - Yaoundé - Cameroun
Nom du projet : Projet de Renforcement des Capacités des Institutions Financières Régionales de la CEMAC - P161368
Don IDA n° : D3030
Titre de services : Services de consultant pour une enquête diagnostic de la mise en œuvre du corpus réglementaire de 2017 applicable aux établissements de microfinance de la CEMAC.
Bénéficiaire : COBAC

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET
N° 029/BEAC-COBAC/PRCIFRC-UGRIF/2022-MI

- La Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) a sollicité un crédit et un don de l'Association de Développement International (IDA) pour financer le Projet de Renforcement des Capacités des Institutions Financières Régionales de la CEMAC, et a l'intention d'utiliser une partie du don pour effectuer des paiements au titre du contrat de *Services de consultant pour une enquête diagnostic de la mise en œuvre du corpus réglementaire de 2017 applicable aux établissements microfinance de la CEMAC.*
- Mission de consultants :**
Près de cinq ans après l'entrée en vigueur du règlement CEMAC n° 01/17/CEMAC/UMAC/COBAC du 27 septembre 2017 ayant redéfini les contours de la supervision du secteur de la microfinance dans la sous-région Afrique Centrale, il apparaît à ce stade nécessaire de faire un point sur l'état de sa mise en œuvre et recenser les principales difficultés auxquelles sont confrontées les EMF dans l'application de cette réforme et formuler des propositions visant la mise en œuvre optimale de la réforme. A cet égard, il sera réalisé une évaluation par la COBAC, avec l'appui d'un consultant qui procédera à une enquête diagnostic dans les pays de la CEMAC.

Par conséquent, le consultant chargé de la mise en œuvre du projet doit préparer un rapport (en français), systématisant les principaux résultats de l'évaluation, parmi lesquels : (i) la situation du secteur de la microfinance ; (ii) le fonctionnement de la gouvernance (assemblées générales, réunion du conseil d'administration, etc.) ; (iii) les principales contraintes liées à la mise en œuvre du nouveau règlement CEMAC sur la microfinance par type d'établissement ; et (iv) les principales observations des entretiens avec les autorités concernant les défis rencontrés dans la mise en œuvre de la nouvelle réglementation CEMAC sur la microfinance et les amendements envisageables pour son évolution.

La durée de la mission est estimée à **six (6) mois**, avec un démarrage prévu en **août 2022**.

Les termes de référence (TDR) peuvent être consultés sur le site web de la BEAC et de la COBAC aux adresses www.beac.int et www.cobac.int.

- Il 'Unité de Gestion des Réformes des Institutions Financières de la CEMAC' (UGRIF) représentant le Secrétariat Général de la BEAC, invite les consultants admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour l'exécution des services (CV retraçant les références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.). Le Consultant doit avoir un diplôme d'étude supérieure en finance, économie ou équivalent. Il doit avoir au moins 10 ans d'expérience dans la coordination, la conception et la mise en œuvre de missions similaires, notamment, une expérience dans l'utilisation et la gestion de données d'enquêtes quantitatives et d'entretiens qualitatifs dans le développement du secteur financier en général et du secteur de la microfinance en particulier.
- Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions de la Section III, paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de projet d'investissement (le Règlement) » de juillet 2016 révisé en novembre 2017, relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de **conflit d'intérêts** sont applicables.
- Un consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection pour les **Consultants individuels** telle que décrite dans le « Règlement ».

De plus amples informations peuvent être obtenues pendant les jours ouvrables à l'adresse mentionnée ci-dessous de 09 heures à 14 heures (heures locales).
- Les manifestations d'intérêt rédigées en français doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous ou envoyées par courrier électronique au plus tard le **11 juillet 2022**.

Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC)
Immeuble BEAC sis à l'avenue Jean Paul II, BP 2180 Libreville, République Gabonaise
Tél : (+241) 01 74 45 47

A l'attention de Monsieur le Secrétaire Général de la COBAC, Représenté par la Direction de la Réglementation, des Etudes Générales et des Relations Internationales (DREGRI)
beninga@beac.int et ndzie@beac.int avec copie à adoum@beac.int ou sarw_adoum@yahoo.fr

Yaoundé, le 22 juin 2022
Le Coordonnateur du Projet

Banque des Etats de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés n°02

Appel d'offres international ouvert n°77/BEAC/SG-DPMG/AOIO/Bien/2022 pour la fourniture et l'installation de bornes anti-franchissement

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage, sur ressources propres, d'acquiescer des bornes anti-franchissement pour la sécurisation des abords de ses Services Centraux. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises intéressées peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous les jours ouvrés entre 9 heures et 14 heures.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX
Direction Générale de l'Exploitation - CGAM, 14^{ème} étage, porte 1412
736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun
Tél : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452, 5431, 5412 ou 5402
Fax : (+237) 222 23 33 29
Email : cgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA**. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC, à l'exception du Bureau de Paris.

Les entreprises s'étant acquittées des frais de soumission, sont tenues d'effectuer la visite de site qui se tiendra le **jeudi 30 juin 2022 à 10 heures**.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DAO et d'un montant forfaitaire d'un **million (1 000 000) FCFA**, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus, au plus tard le **jeudi 28 juillet 2022 à 12 heures précises**. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX
BUREAU D'ORDRE 15^{ème} étage, porte 15.01
736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun.

Les soumissions seront ouvertes en **deux phases**. Les plis administratifs et techniques, le **jeudi 28 juillet 2022 à 13 heures** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis financiers, à une date qui sera communiquée ultérieurement. Les séances d'ouverture se tiendront par visioconférence en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Yaoundé, le **16 JUIN 2022**
Le Président,

AMBASSADE DU BRESIL A BRAZZAVILLE

ETUDIER AU BRESIL

PLACES ET FORMATIONS GRATUITES, MAIS LES PARENTS DOIVENT PAYER LE BILLET ALLER-RETOUR ET ENVOYER A L'ETUDIANT CHAQUE FIN DE MOIS UN PEU D'ARGENT POUR SES BESOINS QUOTIDIENS.

TOUTES LES OPTIONS SONT DISPONIBLES : BAC GENERAL, TECHNIQUE OU EQUIVALENT.

Ceux qui sont intéressés sont priés de se rapprocher de l'Ambassade du Brésil pour le dépôt des dossiers et le choix des options.

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS : DU 21 JUIN AU 1^{ER} AOÛT 2022

DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE à l'Ambassade du Brésil sise au 76, avenue Amílcar Cabral, Tours Jumelles, 3^{ème} étage, bureau 304, en face de l'hôtel Blu Radisson, centre-ville, Brazzaville. Tél : 06 896 9550
- E-mail : brasemb.brazzaville@itamaraty.gov.br

- du lundi au jeudi de 10h00 à 14h00 et
- vendredi de 10h00 à 12h00

CONSTITUTION DU DOSSIER :

- Original du Diplôme ou Attestation du BAC ou l'équivalent (et 2 photocopies) ;
- Original du Relevé des notes du BAC ou l'équivalent (et 2 photocopies) : **facultatif** ;
- Originaux des bulletins des notes des 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestres des classes de Seconde, Première et Terminale (et 2 photocopies) ;
- Original de l'acte de naissance ou de la CNI du candidat (et 2 photocopies) ;
- Original du relevé de compte bancaire du/des responsables financiers, des trois derniers mois, (et 1 photocopie) : **facultatif** ;
- Deux (2) photocopies de la carte nationale d'identité (CNI) ou de l'acte de naissance du/des responsables financiers ;
- Deux (2) photocopies de la carte nationale d'identité ou de l'acte de naissance du père et de la mère biologiques du candidat, ou l'acte de décès ;
- Photocopie du passeport valide d'au moins une (1) année, ou au moins du récépissé de demande de passeport ;
- Originaux des trois derniers bulletins de salaire du/des responsables financiers (et 2 photocopies). Le **salaires minimum du responsable financier doit être 745.700 FCFA (sept cent quarante-cinq mille sept cent)**. En cas de nécessité, deux ou trois personnes peuvent s'associer pour couvrir ce montant ;
- Original du certificat médical d'aptitude physique et mentale (et 1 photocopie).

N.B : le certificat médical de sante physique doit informer si le candidat souffre d'une maladie chronique, ou s'il est en train de prendre un traitement quelconque. Il est nécessaire pour le suivi médical de l'étudiant au Brésil une fois sélectionné et permet à la commission de savoir où le placer par rapport à son état de santé.

MÉTIERS DU BOIS

Retour à Brazzaville de 21 jeunes congolais formés en Chine

Les jeunes artisans formés à l'Université technique professionnelle de construction de Guangcha Zhejiang (Dongyang) ont été accueillis à l'aéroport Maya-Maya de Brazzaville, le 29 juin, par la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo. Les autorités de tutelle ont promis de faciliter leur insertion professionnelle.

Durant quatre années, de 2018 à 2022, les jeunes artisans ont été initiés à la sculpture, au dessin et au design sur bois par des enseignants réputés de l'Université Guangcha Zhejiang de Dongyang. Il s'agit de la première promotion des étudiants formés en métiers du bois, dans le cadre du partenariat conclu entre la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, et l'Université technique, à travers la Société d'exploitation forestière Yuan Dong Congo (Sefyd).

Cette première vague d'étudiants est composée de six filles et quinze garçons, dont les âges varient entre 22 et 29 ans. Detty Rona Okoumbolo, une des étudiantes formées, s'est réjouie de la qualité de la formation théorique et des exercices pratiques, ainsi que la possibilité de stage donnée aux jeunes artisans congolais. C'est le même sentiment du côté de Jolda Gédéon Onanga, un autre artisan. « Nous avons ap-



Les jeunes artisans posant avec la ministre Rosalie Matondo.

pris spécifiquement la sculpture, le design sur bois, le dessin, y compris la langue chinoise (...) Nous souhaitons que le gouvernement puisse accélérer notre intégration professionnelle, afin de nous permettre de mettre en

application les connaissances acquises », a-t-il lancé.

Selon la ministre de tutelle, les démarches vont être menées auprès des entreprises locales, à l'instar de la société Sefyd qui s'est engagée à recruter 30% de ces jeunes gens

formés. « J'ai le sentiment de parent comblé pour le retour de ces enfants qui sont allés apprendre les métiers du bois en Chine. Nous sommes heureux, car ils ont honoré notre pays par leur travail. Leur école a fait éloge de

leur travail (...) Nous attendons demain comment les placer dans les sociétés forestières qui sont demandeuses », a déclaré Rosalie Matondo.

La ministre a estimé que le partenariat en vue de la formation aux métiers du bois est le fruit d'un engagement politique visant à offrir les opportunités d'emploi aux jeunes congolais et de la main-d'œuvre qualifiée aux entreprises locales. Cela vise aussi à combler le manque observé de compétence sur le métier du bois.

Le retour de cette deuxième vague a été retardé à cause de la persistance de la pandémie de covid-19. Trente autres nouveaux étudiants ont été sélectionnés pour la même formation en Chine. Ils vont bénéficier, dès le 1er juillet, d'une formation préparatoire de deux mois au sein du Fonds d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage (Ex-Onemo).

Fiacre Kombo

PROCESSUS ÉLECTORAUX

Le Comité de suivi assure l'observation des scrutins

Selon le commissaire aux libertés publiques au Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo, Emile Aurélien Bongouandé, son institution assure depuis 2002 l'observation des différents scrutins, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de leur mission, les observateurs nationaux peuvent, par le biais de la coordination de l'observation nationale, faire part aux autorités nationales chargées d'organiser les élections des problèmes spécifiques relevés dans le déroulement des opérations de vote, a fait savoir Emile Aurélien Bongouandé.

Depuis 2002, a-t-il dit, le Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo compte avoir déployé près de 3240 observateurs. Cette institution publique a réalisé douze rapports assortis de 168 propositions relatives à l'amélioration du système électoral.

Les suggestions formulées par les observateurs nationaux, a-t-il ajouté, ont porté sur les points suivants : le renforcement des capacités de tous les membres des bureaux de vote ; la formation continue des acteurs électoraux et des délégués des candidats ; la réforme du système actuel de production et de distribution des cartes d'électeurs ; l'acheminement à temps du matériel électoral ; l'administration plus moderne et plus efficiente des listes électorales ; la mise en œuvre effective des recommandations du dialogue national de Sibiti 2015 et de la concertation politique de Ouesso 2017 relative à la réforme de l'état civil ; l'augmentation du nombre de bureaux de vote aussi bien pour le vote général que pour le vote spécial des agents de la Force publique ; l'amélioration de la qualité du matériel électoral et l'éclairage des bureaux de vote.

En outre, Emile Aurélien Bongouandé a relevé que pendant la présidentielle, les législatives et les locales, le Comité de suivi déploie dans les centres urbains un observateur pour sept à quatorze bureaux de vote, et pour les zones rurales un observateur pour cinq à sept bureaux de vote.

Lors des sénatoriales, l'institution déploie deux observateurs nationaux par bureau de vote et par département. Cette organisation permet une observation plus consistante (elle concerne les deux moments de la campagne électorale et du jour du scrutin) et contraste avec celle faite par les étrangers qui ne touche que trois ou quatre villes congolaises, dure au maximum trois ou quatre heures le jour du scrutin et se termine par une appréciation absolument générale.

En somme, a indiqué le commissaire aux libertés publiques, l'observation exercée par les observateurs nationaux permet un constat plus poussé des opérations et aboutit à des suggestions qui autorisent une construction plus efficiente du système électoral congolais. Elle mérite un soutien plus solide des gouvernants, a-t-il conclu.

La Rédaction

INSTITUTION

Le Figa adapte son statut juridique aux besoins exprimés sur le terrain

Le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa) des très petites, petites et moyennes entreprises, a tenu la session inaugurale de son conseil d'administration le 28 juin à Brazzaville, quelques années après sa création.

Les membres du Conseil d'administration ont examiné les documents juridiques et techniques qui permettront le bon fonctionnement du Figa. « Cette première session du Figa nous a permis d'examiner et revoir le statut, l'arsenal juridique, en vue de l'adapter aux activités réelles qui se passent sur le terrain. Concrètement, nous avons regardé le passage de l'établissement public administratif à l'établissement public industriel et commercial, dossier qui est déjà sur la table du gouvernement en cours d'étude. Aussi, quelques modifications sur le statut ainsi qu'en ce qui concerne l'organigramme vont se faire », a indiqué le directeur général du Figa, Armel Fridelin Mbouloukoué.

Selon Jean Baptiste Diathoud, président du comité de direction du Figa, les travaux visaient à faire un état des lieux du fonds de soutien mis à disposition et de s'enquérir de la mise en œuvre de son objectif qui n'est autre que d'apporter des réponses concrètes et de faciliter l'accès au service financier et non financier aux très petites et moyennes entreprises.

« Il faut savoir que l'Etat a fixé le capital du Figa à quinze

milliards FCFA, mais il n'en a libéré que cinq, qui ont permis l'installation du Figa, le financement de certains projets par l'accompagnement, l'impulsion et la garantie. Cette session administrative vient donc à point nommé, car elle a été l'occasion pour nous de débattre sur beaucoup de points, notamment les textes, les orientations et les moyens que peut avoir le Figa pour son bon fonctionnement. L'apport financier d'autres partenaires a également alimenté nos échanges car, comme vous le savez, aujourd'hui le Figa dépend à 100% de l'Etat congolais », a-t-il expliqué.

« L'Etat peut faire face à des problèmes financiers à l'avenir et le Figa se retrouvera en manque de liquidités, dans l'incapacité de financer les projets des jeunes qui ont envie d'entreprendre. Ses moyens étant limités, le Figa doit réfléchir sur comment abonder son fonds pour pouvoir avoir suffisamment de surface financière, en vue de répondre aux demandes des jeunes congolais », a ajouté Jean Baptiste Diathoud.

Structure publique d'appui au développement des très petites

et moyennes entreprises, le Figa, à travers ses trois piliers : l'impulsion, la garantie et l'accompagnement, en partenariat avec les structures d'appui public et privé, technique et financier, se positionne comme levier de développement de l'entrepreneuriat. Sa création s'inscrit dans la vision de doter le département des structures capables de trouver des solutions à deux problèmes qui freinent l'essor des petites et moyennes entreprises, à savoir l'accès au financement et l'appui conseil.

En rappel, le Figa a déjà soutenu, dans le cadre de ses missions d'impulsion, de garantie et d'accompagnement, des promoteurs de projets dans différentes localités du pays. Dans les départements de la Bouenza et du Niari, quarante-cinq promoteurs de projet ont réussi leur incubation, le même nombre pour la Cuvette et la Sangha. Les secteurs d'activités concernés ont une haute valeur ajoutée avec un fort potentiel de création d'emplois : l'agriculture, l'élevage, la pisciculture, l'agro-alimentation, la transformation des produits locaux, les métiers du bois... Le Figa apporte des garanties jusqu'à 80% en couverture de crédits.

Gloria Imelda Lossele

ÉDUCATION

Préparation des cantines scolaires pour l'année prochaine

La structuration des cantines scolaires pour la rentrée des classes 2022-2023 a été au menu de l'échange entre le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, et la représentante du Programme alimentaire mondial (PAM) au Congo, Anne-Claire Mouilliez.

« Quand on a une cantine scolaire, les enfants sont plus assidus à l'école. Chaque année donc, ils doivent bénéficier d'une bonne nutrition pour se concentrer sur leur apprentissage, afin de réaliser de bons résultats », a déclaré la représentante du PAM, Anne-Claire Mouilliez, au sortir de l'entrevue avec le ministre Jean Luc Mouthou.

En effet, le programme des cantines scolaires a pour missions, entre autres, d'assurer un meilleur accès à l'éducation en répondant aux besoins nutritionnels de base des élèves à travers un repas quotidien dans les écoles, d'éviter les déperditions car l'initiative incite les parents à envoyer régulièrement leurs enfants à l'école. Le ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation et le PAM ont déjà commencé à travailler pour augmenter le taux de couverture des cantines scolaires à travers le pays. Dans ce projet, en effet, 142 000 élèves sont assistés dans 470 écoles. Ces chiffres sont jugés insuffisants, car il existe environ 2000 écoles sur toute l'étendue du territoire national. La nécessité d'améliorer progressivement le taux de couverture des cantines scolaires s'impose.

Le programme des cantines scolaires ne profite pas qu'aux élèves mais aussi aux groupements agricoles, majoritairement constitués des femmes qui tirent profit dudit programme, car le comité de gestion s'approvisionne en produits locaux pour alimenter ces cantines.

**Rominique Makaya
et Guynelvie Bounbou (stagiaire)**



La délégation du PAM s'exprime sur les cantines scolaires de l'année prochaine

SANTÉ

Vers l'adoption d'une Convention collective des délégués médicaux et pharmaciens

Le directeur de la pharmacie et du médicament, le Dr Boniface Okouya, a annoncé, le 27 juin, l'adoption d'une Convention collective propre aux délégués médicaux et agents de la pharmacie dans les jours à venir; à l'occasion de la célébration du vingt-cinquième anniversaire du laboratoire Dafra Pharma.

Le Dr Boniface Okouya a souligné que les délégués médicaux et agents de la pharmacie souffrent d'un déséquilibre depuis plusieurs années. La convention envisagée leur permettra de bénéficier des textes et décrets fixant les conditions d'exercice de leur profession au Congo, a-t-il ajouté dans son allocution.

Il a rappelé à cette occasion la politique de la direction de la pharmacie et du médicament dans l'exercice de cette profession. Selon lui, la direction octroie et autorise les textes de l'exercice de la pharmacie, lutte contre la circulation des médicaments falsifiés et de qualité inférieure, a mis en place un système de contrôle du médicament et a adopté un système de pharmacovigilance, ...

Après la réception du prix de reconnaissance, le Dr Boniface Okouya a indiqué que



La réception des prix à l'occasion de l'anniversaire/Adiac

« Dans le cadre des célébrations des 25 ans de Dafra Pharma, nous sommes ici pour rendre hommage à cette institution publique pour le travail au quotidien de réglementation, de conseil, d'orientation qu'elle ne cesse de fournir à notre égard ainsi qu'aux différents responsables exerçant dans le domaine du médicament et les prescripteurs et pharmaciens »

les produits du laboratoire Dafra Pharma ont été contrôlés par les services habilités. Ces prix ont été également remis à d'autres délégués et pharmaciens.

Le superviseur de ce laboratoire au Congo, Destin Ulrich Okombi, a défini ses missions. Il s'agit notamment de répondre aux besoins des soins médicaux de la population africaine. « Dans le cadre des célébrations des 25 ans de Dafra Pharma, nous sommes ici pour rendre hommage à cette institution publique pour le travail au quotidien de réglementation, de conseil, d'orientation qu'elle ne cesse de fournir à notre égard ainsi qu'aux différents responsables exerçant dans le domaine du médicament et les prescripteurs et pharmaciens », a-t-il déclaré.

Lydie Gisèle Oko

PROMOTION DE LA TECHNOLOGIE PHARMACEUTIQUE EN AFRIQUE

La BAD décide de créer une fondation pour le continent

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a validé, le 28 juin, le projet de création d'une fondation africaine destinée à la promotion des technologies pharmaceutiques. Cette institution jugée novatrice aura pour objectif d'améliorer et permettre l'accès des pays du continent aux technologies liées à la fabrication des médicaments tels que les vaccins et d'autres produits pharmaceutiques.

Créée sous les auspices de la BAD, la nouvelle institution fonctionnera en toute indépendance. Elle collectera des fonds auprès de diverses parties prenantes, notamment les Etats membres, les institutions de financement du développement et les organisations philanthropiques.

Selon les initiateurs du projet, la priorité sera donnée aux technologies, aux produits et aux processus dévolus aux maladies et aux pandémies qui prévalent actuellement en Afrique. La fondation a aussi pour objectif de renforcer les compétences humaines et professionnelles dans le secteur pharmaceutique, dans l'écosystème de recherche sanitaire, dans le développement et l'amélioration des capacités de production des usines sans oublier l'affermissement de la qualité réglementaire des produits pharmaceutiques. Ceci, pour répondre aux normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Appréciant l'initiative qu'il qualifie de loyale, le responsable de la BAD, Akinwumi Adesina, a précisé que la fon-

dation va entériner l'engagement de son institution, notamment celui de consacrer trois milliards de dollars au moins au cours des dix prochaines années pour la fabrication de produits pharmaceutiques et de vaccins sur le continent. Cet engagement s'inscrit dans le cadre de son plan d'action pharmaceutique « Vision 2030 ».

« Les domaines d'action de la fondation pourront profiter également aux autres investissements aujourd'hui déployés dans la production pharmaceutique en Afrique », a déclaré la BAD.

Le siège de la fondation à installer au Rwanda

Indiquant l'endroit où sera installée cette fondation africaine, le président du Groupe de la BAD a spécifié qu'elle sera basée au Rwanda. Et, c'est une entité à bénéfices communs car, elle jouira de ses propres structures de gouvernance et de fonctionnement, encouragera et conclura des alliances avec d'autres sociétés pharmaceutiques étrangères et

africaines.

« Il s'agit d'une grande avancée pour l'Afrique. L'Afrique doit se doter d'un système de défense sanitaire ayant pour base trois grands domaines, à savoir la relance de l'industrie pharmaceutique africaine, le renforcement des capacités africaines de fabrication de vaccins et la mise en place d'infrastructures de soins de santé de qualité en Afrique », a-t-il précisé.

Faisant une rétrospective sur les origines de la création de cette institution, Akinwumi Adesina a précisé que c'est lors du sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, en février 2022, que les dirigeants africains avaient exhorté la BAD à aider les Etats membres à la création d'une Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique. Une idée qui souligne que l'Afrique ne devrait plus sous-traiter la sécurité sanitaire de ses citoyens et la confier à la bienveillance d'autrui. « Cette décision ouvre de nouvelles perspectives sanitaires à l'Afrique qui, depuis des

décennies, subit le fardeau de plusieurs maladies et pandémies comme le covid-19, mais dont la capacité à produire elle-même ses médicaments et vaccins s'avère très limitée. Par exemple, le continent importe environ 70 % de l'ensemble des médicaments dont il a besoin et paye une facture annuelle d'environ quatorze milliards de dollars », précise le président du Groupe de la BAD. Akinwumi Adesina ajoute que les efforts déployés au niveau mondial pour développer rapidement la fabrication de produits pharmaceutiques essentiels, comme les vaccins dans les pays en développement, en Afrique en particulier afin d'élargir l'accès, ont été entravés par la protection des droits de propriété intellectuelle et des brevets sur les technologies, le savoir-faire, les procédés de fabrication et les secrets commerciaux. Ainsi, le moment est venu de surpasser cela par la création d'une fondation propre à l'Afrique. Car, les entreprises pharmaceutiques africaines n'ont

pas la capacité de dépistage ni de négociation, non plus la marge de manœuvre nécessaire pour se battre avec les entreprises pharmaceutiques mondiales.

« Force est de constater qu'elles ont été marginalisées et laissées pour compte dans les innovations pharmaceutiques mondiales sophistiquées. Cela peut s'illustrer par le fait que récemment, trente-cinq entreprises ont signé une licence avec l'américain Merck pour produire le Nirmatrelvir; un médicament contre le covid-19. Aucune licence n'était d'origine africaine », a déploré la BAD en concluant que l'Organisation mondiale du commerce et l'OMS ont salué et loué sa décision.

Notons que la Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique est une réflexion et une action de la BAD. Elle fournit une partie de l'infrastructure nécessaire pour qu'une industrie pharmaceutique émerge en Afrique.

Rock Ngassakys

DROITS DES FEMMES

Une sensibilisation des veuves aux actes de brimades

Le secrétariat exécutif du Conseil consultatif de la femme a organisé, le 28 juin à Brazzaville, un échange sur le thème « Le statut de la veuve entre la tradition et modernité » afin de sensibiliser la communauté à la situation des veuves au Congo.

La rencontre s'inscrivait dans le cadre des activités de la Journée internationale de la veuve, célébrée chaque 23 juin dans le monde. Le but étant de prendre la pleine mesure de la situation de la veuve et de l'appréhender au regard des traditions puis révéler, le cas échéant, les pratiques négatives.

Au Congo, la journée a été organisée en différé pour des raisons de calendrier, a expliqué la secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme, Antoinette Kébi, en présence de la délégation des sages et notables, associations de lutte pour les droits de l'homme.

Peu avant la causerie-débat, une pièce de théâtre sur la

maltraitance des veuves lors de la disparition des époux a été présentée par le groupe l'Agora.

Antoinette Kébi a souligné à cette occasion les difficultés sur le respect des droits des veuves malgré les dispositions prises au niveau du code de la famille et avec la récente loi Mouébara.

De son côté, Philomène Fouty-Soungou, membre du Conseil consultatif de la femme, a indiqué que la situation de la veuve au Congo est encore critique. Selon elle, les belles-mères et sœurs du mari causent souvent du tort à la veuve, ajoutant que la faute revient parfois à l'époux qui ne fait pas la part des choses

entre ses parents et sa femme qui se laisse malmené de peur de la sorcellerie.

Elle a émis le souhait au secrétariat exécutif du Conseil de réaliser une étude concrète dans tous les départements afin de produire des données fiables qui permettront de mettre en application la loi Mouébara, surtout que le

veuvage n'est pas vécu de la même manière au Congo.

« En tant que veuve, la sensibilisation occupe une place importante au sein de la communauté. Ce genre de rencontre consiste à interpeller tout le monde sur ce phénomène afin d'éviter les brimades infligées aux veuves pendant ces moments involontaires », a-t-elle estimé.

En rappel, l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé le 23 juin la Journée internationale des veuves afin de porter l'attention de la communauté internationale sur la marginalisation de ces dernières.

Lydie Gisèle Oko

«...La sensibilisation occupe une place importante au sein de la communauté. Ce genre de rencontre consiste à interpeller tout le monde sur ce phénomène afin d'éviter les brimades infligées aux veuves pendant ces moments involontaires »

FRANCE-AFRIQUE

Projet de création d'une « Maison des mondes africains » à Paris

Le président français, Emmanuel Macron, avait évoqué, lors de son séjour à Ouagadougou, au Burkina Faso, en novembre 2017, l'idée de refonder les relations entre le continent africain et la France, l'ancienne colonie. L'idée vient de resurgir à travers le lancement de la consultation publique d'une « Maison des mondes africains ».

Après la restitution des œuvres d'art volées, la France veut créer, en virtuel, une « Maison des mondes africains ». Le projet s'inscrit dans la continuité de la Saison African 2020 qui s'est déroulée de décembre 2020 à septembre 2021. L'Elysée a ouvert une consultation. Il s'agit d'une « nouvelle approche », dont l'objectif est de refonder les relations entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique, mais « dans une démarche de respect, de symétrie et de réciprocité ». La « Maison des mondes africains », dont la vocation est de devenir une référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'Afrique et/ou souhaitent y mener des projets, est «

un lieu pluridisciplinaire de création, de rassemblement, de découverte, d'information et d'innovation ». Inédit dans son contenu, et novateur dans sa méthode, le projet associe la jeunesse dès sa phase de conception,

virtuels, souligne le communiqué.

Les bénéficiaires et usagers du lieu seront invités à partager leurs perceptions, leurs attentes et leurs propositions, leurs recommandations pour la programma-

tion et les modes de prise de décisions de la structure, explique l'Elysée, précisant que les contributions feront l'objet d'une synthèse et d'une restitution. Emmanuel Macron n'exclut pas de recevoir les jeunes contributeurs qui se seront démarqués par leur volonté de s'impli-

quer dans ce projet. La dimension phare du projet est que la France « incarne le profond renouvellement » de sa relation avec l'Afrique et ses diasporas. « La Maison des mondes africains » s'assigne la mission d'ac-

compagner et de valoriser la création contemporaine africaine, d'être à l'écoute, avec ses postes diplomatiques en Afrique, du laboratoire des transformations économiques, écologiques, numériques, politiques du continent, de repérer les initiatives innovantes. La mission est d'encourager également des partenariats renouvelés avec des acteurs français. Cette nouvelle approche était également au cœur du nouveau sommet Afrique - France qui s'est tenu à Montpellier, en octobre 2021. Emmanuel Macron avait annoncé la création en France d'une « Maison des mondes africains », reprenant une des propositions fortes du rapport du Pr Achille Mbembé « *Les nouvelles relations Afrique-France : relever ensemble les défis de demain* ». Récemment réélu, le président français affiche cette ambition, donc l'ouverture d'une consultation publique.

Noël Ndong

« Les nouvelles relations Afrique-France : relever ensemble les défis de demain »

jusqu'à sa gouvernance. Intitulée « Imaginons notre maison » et accessible du 22 juin au 22 juillet, c'est une grande consultation en ligne, en France et en Afrique, touchant la jeunesse (de 15 à 30 ans), à travers un parcours de dialogue en ligne et d'ateliers présentiels ou

virtuels, souligne le communiqué. Les bénéficiaires et usagers du lieu seront invités à partager leurs perceptions, leurs attentes et leurs propositions, leurs recommandations pour la programmation et les modes de prise de décisions de la structure, explique l'Elysée, précisant que les contributions feront l'objet d'une synthèse et d'une restitution. Emmanuel Macron n'exclut pas de recevoir les jeunes contributeurs qui se seront démarqués par leur volonté de s'impli-

compagner et de valoriser la création contemporaine africaine, d'être à l'écoute, avec ses postes diplomatiques en Afrique, du laboratoire des transformations économiques, écologiques, numériques, politiques du continent, de repérer les initiatives innovantes. La

INFORMATION A LA CLIENTELE

Pour cause d'inventaires, les caisses du réseau de la Banque Postale du Congo (BPC) y compris celles situées dans les résidences fiscales seront fermées le **30 juin 2022** à partir de 12h00.

Les caisses ré ouvriront aux heures habituelles dès le **1^{er} juillet 2022**.

La Banque Postale du Congo vous prie de bien vouloir accepter ses excuses pour le désagrément causé.

LA DIRECTION GENERALE



Notre ambition : votre réussite

« «Jeunesse Présidentielle » : relevons ensemble les défis de demain »



Arrondissement IV Mougali
Circonscription électorale de Mougali 1
Quartiers 41, 45 et 46,
votons le duo

TITAN ALEZO MAYEMBO
ET CLÉMENT BADILA (MATICLO)



O N Y C O M P R É S E N T E

CONCERT

عيسى

30
JUIL

17H

BRAZZAVILLE



PALAIS DES CONGRÈS

ONYCOMCG22@GMAIL.COM

FALLY IPUA

RÉSERVATION CONFIRMÉE : TABLE VIP & VVIP

A PARTIR DU 22 JUIN 2022

CONTACTS : +242 06 801 65 27 / 05 626 88 56
06 578 56 95 / 06 447 67 35

EXPLOITATION MINIÈRE

Rareté des investissements lourds en Afrique

Nombre de pays africains, dont la République démocratique du Congo, ont mis sur pied des projets budgétivores pour extraire des minéraux « critiques » comme le lithium, le manganèse et le cobalt. En ligne de mire : le très juteux marché de construction des véhicules électriques. Pour les États-Unis d'Amérique, les contacts actuels avec les sociétés minières révèlent une réelle réticence à investir dans certains pays clés riches en ressources. Pour autant, le pays de l'Oncle Sam est déterminé à initier un nouveau programme ciblant ces minéraux rares.

Washington annonce le lancement d'un nouveau programme qui cible les besoins en minéraux rares pour les véhicules électriques et les panneaux solaires. Des contacts ont été initiés avec un certain nombre de pays africains depuis le mois dernier, lors d'une conférence sur l'exploitation minière tenue dans la province du Cap, en Afrique du Sud. Selon les indiscretions, les discussions ont permis d'arriver à la conclusion qu'un certain nombre de pays africains sont « désespérés » d'investissements étrangers pour aider à extraire des minéraux critiques comme le lithium, le manganèse et le cobalt. Comme le confirme, d'ailleurs, le sous-secrétaire d'État américain, Jose Fernandez, les sociétés minières hésitent à venir en Afrique en raison des problèmes de mauvaise gouvernance et de transparence.



Toutefois, il faut désormais compter avec un nouveau-né dans les programmes stratégiques américains : le Minerals Security Partnership. Il s'agit, poursuit Jose Fernandez, « de combler un fossé en canalisant les investissements étrangers dans un secteur qui fournit les matières premières essentielles aux batteries de véhicules et

aux panneaux solaires qui sous-tendent les efforts américains pour inaugurer une économie plus verte ». Dans cette initiative, il y a des pays comme l'Australie, le Canada, l'Allemagne, le Japon, la Corée du Sud, la Suède, le Royaume-Uni et la Commission européenne. L'objectif poursuivi est finalement de sécuriser la chaîne d'approvisionnement

en ressources cruciales pour la fabrication de pointe. La réaction occidentale arrive assez tardivement, alors que la Chine domine presque totalement le marché de la transformation et du raffinage des minerais (cobalt, lithium, terres rares, etc.). « Il y a ce besoin, il y a cet empressement de la part des pays et vous pouvez descendre la

liste. La République démocratique du Congo est évidemment un des pays, mais vous avez aussi la Zambie, le Ghana, etc. ».

Pour l'officiel américain, il y a d'importants défis à relever. « Le succès de notre initiative peut se résumer à cette interrogation : sommes-nous capables d'impliquer nos entreprises et nos partenaires dans des projets qui ont un sens d'un point de vue économique, mais qui améliorent également les moyens de subsistance et ne favorisent pas la malédiction des ressources ? », s'est-il interrogé. Pour l'heure, il y a bien eu un partage des informations avec des pays à la recherche de financements étrangers pour des projets miniers, des gouvernements alliés, des sociétés minières étrangères et des institutions financières qui peuvent aider à démarrer des projets.

Laurent Essolomwa



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risques
chantier

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

DCMP bat Rangers et remporte son 14^e titre

Sans surprise, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa a remporté la finale de la 57^e édition de la Coupe du Congo à la suite de sa victoire sur l'AC Rangers par un but à zéro.

Jimmy Bayindula a inscrit le but du DCMP à la 90e+3 mn, reprenant de la tête un coup franc de Willima Likuta. Les Immaculés, dominateurs au cours de cette rencontre, ont donc dû attendre les arrêts de jeu pour être sûrs de conserver le titre, étant détenteurs du trophée de l'édition précédente. C'est le quatorzième sacre de DCMP dans cette deuxième prestigieuse compétition nationale de football.

A la fin de la partie, le coach, l'ancien gardien de but international Marcel Mayala, a déploré l'arbitrage. Le coach Chico Mukeba de Rangers, qui avait perdu la finale de la précédente édition avec Sanga Balende, face à la même formation du DCMP, a, dans sa déclaration, été très interpellant : « Dans ce pays, on doit arrêter la triche ! ». Il a cependant félicité le vainqueur du jour, n'ajoutant rien de plus. Beaucoup de critiques ont été formulées au sujet de l'organisation de la Coupe du Congo de football édition 2022.

Certains analystes ont affirmé que tout a été fait afin que DCMP l'emporte et retrouve à nouveau la compétition africaine. Le club n'a pas joué ses dernières rencontres du championnat national de football, s'étant officiellement désisté pour se concentrer à la Coupe du Congo. En effet, vainqueur de la 57^e édition de cette coupe, DCMP revient à la Coupe de la Confédération, avec le FC Saint-Eloi Lupopo, troisième classé de la 27^e édition du Championnat de la Ligue nationale de football.

Martin Enjimo



DCMP remporte son 14^e titre en Coupe du Congo de football/DR

LINAFOOT/LIGUE 1

V.Club domine Renaissance, Maniema Union et Lupopo à forces égales

Vainqueur de Renaissance, V.Club a consolidé sa deuxième place qualificative pour la Ligue des champions, derrière le TP Mazembe, au terme d'une saison sui-generis...

Les derniers matchs de la 27^e édition du Championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) -qui ne connaîtra pas de manche retour- ont livré leurs verdicts. Le 26 juin au stade des Martyrs de Kinshasa, l'AS V.Club a certifié sa deuxième place au classement en s'imposant face au FC Renaissance du Congo par trois buts à un, en match de la 19^e journée.

Le milieu de terrain togolais, Marouf Tchake, a ouvert la marque sur une somptueuse balle arrêtée d'une trentaine de mètres à la 21^e mn pour les Dauphins noirs de la capitale. Modeste Makengo a égalisé à la 44^e pour les Renais. Et Glody Lilepo a redonné l'avantage à V.Club sur penalty à la 66^e mn, avant le troisième but inscrit par l'expérimenté Patou Ebunga Simbi « Saoulé » à la 80^e mn. Ce succès conforte donc V.Club dans sa deuxième place au classement avec un total de 48 points glanés, une place qualificative pour la Ligue des champions d'Afrique. Renaissance du Congo finit à la 15^e position avec 18 points, au dessus de la zone de relégation.

Dans une autre affiche au stade Joseph-Kabila de Kindu, la for-



Une séquence du match entre V.Club et Renaissance du Congo, le 26 juin 2022 au stade des Martyrs à Kinshasa/Papy Ngandu

mation locale de Maniema Union a été accrochée par le FC Saint-Eloi Lupopo de Lubumbashi sur un score d'un but partout. Le milieu offensif Ciel Ebengo a ouvert la marque pour les Cheminots de Lubumbashi sur une frappe lourde à la 54^e mn, avant

l'égalisation sur penalty à la 81^e mn de Wango Mbabu. Après sept ans, l'équipe de Lupopo, dirigée actuellement par le gouverneur Jacques Kyabula de la province du Haut Katanga, retrouve la compétition africaine. En effet, le club bleu et or de Lubumbashi

s'assure la troisième place du classement avec 46 points, alors que Maniema Union finit au pied du podium, quatrième avec 33 points.

Sanga Balende bat Panda...

Au stade Kashala-Bonzola de

Mbuji-Mayi, Sa Majesté Sanga Balende a terminé la saison sur une note positive, grâce une nette victoire sur l'Union sportive Panda de Likasi par deux buts à zéro. Malolo Ndomanueno à la 48^e mn et Matafadi Mazewu à la 65^e sur penalty ont inscrit les deux buts des Anges et Saints du Kasai Oriental. Sanga Balende termine à la 11^e place au classement, avec 21 points en dix-neuf matches. L'US Panda, pour sa part, prend la neuvième position, malgré sa défaite, avec 24 points. L'on rappelle que Mazembe est pratiquement champion du Congo pour la saison 2021-2022 avec 51 points. Ainsi, les deux premiers du championnat national, précisément Mazembe et V.Club, joueront la Ligue des champions d'Afrique l'année prochaine, alors que le troisième, Lupopo, sera en Coupe de la Confédération, en compagnie du vainqueur de la 57^e Coupe du Congo. Notons que cette 27^e édition du championnat national a été organisé de manière rocambolesque, arrêtée pendant pratiquement trois mois avant de se poursuivre et de ne prendre fin qu'à la manche aller !

M.E.

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 003/ MEPSIR /PANC/2022

RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SAUVEGARDE SOCIALE DU PROJET AGROFORESTERIE NORD CONGO (PANC)

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour le financement des activités du « Projet agroforestier du Nord du Congo (PANC) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : recrutement d'un spécialiste en sauvegarde sociale.

2. Les services au titre de ce contrat sont essentiellement :

• Assurer la mise en œuvre des sauvegardes sociales L'expert(e) en Sauvegardes Sociales apportera un appui technique à l'Unité de Coordination du Projet dans la mise en œuvre des sauvegardes sociales du Projet.

Il/elle travaillera en collaboration avec l'ensemble du personnel et les différentes parties prenantes de mise en œuvre du PANC et en synergie avec les partenaires sur le terrain. De façon spécifique, l'Expert :

- S'assurera de la prise en compte des questions sociales dans l'intégralité du projet PANC, et prendra toutes les dispositions pour assurer l'élaboration des documents y afférent avant la réalisation des investissements. d'éviter les conflits et de s'assurer de la durabilité des actions menées ;
- Veillera à la mise en œuvre des politiques opérationnelles de sauvegardes de la Banque Mondiale déclenchées dans le cadre du PANC, en particulier en ce qui concerne la réduction des impacts sociaux négatifs potentiels pouvant résulter de déplacements et restrictions d'accès aux ressources naturelles ;
- Assurera l'intermédiation sociale dans la zone d'intervention du projet, en collaboration avec les équipes techniques et aidera à identifier et résoudre les conflits potentiels pouvant apparaître dans les zones d'intervention ;
- Veillera à la prise en compte effective des femmes, jeunes et des populations autochtones, dans l'ensemble des activités mises en œuvre dans le cadre du projet et en particulier dans la composition et le fonctionnement des différents organes et instances de gouvernance et de concertation, dans l'appui à la promotion des activités génératrices de revenus ;
- Assistera les responsables des différentes composantes et activités pour garantir la prise en compte des priorités des populations locales et autochtones dans la définition des approches et la mise en œuvre des programmes d'intervention ;
- Assurera l'information et la sensibilisation pour le respect des droits et devoirs de chaque catégorie d'acteurs, en particulier les femmes, les jeunes et les populations autochtones, dans la mise en œuvre du projet.
- Assurer la communication

L'expert devra également assurer les responsabilités en communication du Projet, notamment les tâches suivantes :

- Préparer, faire valider et appuyer la mise en œuvre du plan de communication du PANC ;
- Superviser et coordonner toutes les activités de communication du Projet et les différents partenaires intervenants dans les zones d'intervention du projet ;
- Faciliter la circulation de l'information et le dialogue au sein de l'UCP afin de renforcer la coordination et assurer de bonnes relations avec les partenaires directs, les partenaires extérieurs et les bénéficiaires ;
- Assurer la collecte, la capitalisation et la gestion de l'ensemble des informations liées aux impacts de la communication du PANC ;
- Organiser et assurer la diffusion de la documentation produite ou acquise par le PANC, ainsi que la vulgarisation des réalisations et des acquis du Projet ;

- Assurer les travaux d'infographie, de mise en forme et d'édition des documents du PANC ;
- Participer à l'organisation des ateliers, les réunions et les campagnes de communication organisés dans le cadre du projet, tant au niveau national que dans les zones d'intervention du Projet ;
- Appuyer le projet dans la préparation des Termes de Référence et l'élaboration des contrats de partenariat avec les différents intervenants en communication (médias, facilitateurs, etc.).

• Appuyer le spécialiste en sauvegardes environnementales également chargé du suivi-évaluation dans l'exécution des tâches de suivi-évaluation suivantes :

- Collecter, traiter, analyser, actualiser régulièrement les données en lien avec les aspects sociaux en vue de la prise des décisions ;
- Actualiser et assurer l'application des procédures visant à faire participer les bénéficiaires des différentes activités au système de S&E du projet ;
- Contribuer à la préparation et application des questionnaires de collecte des données ;
- Assister la coordination du projet dans la préparation des rapports trimestriels, annuels d'activités et de capitalisation du projet ;
- Superviser la préparation de la documentation nécessaire à la réalisation des missions de supervision nationales (Banque mondiale – Gouvernement de la République du Congo) du projet ;
- Contribuer en étroite collaboration avec le spécialiste en sauvegardes environnementales également chargé du suivi évaluation, à l'identification et au renseignement des indicateurs d'impacts environnementaux et sociaux du Projet.

3. Les candidats intéressés sont invités à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les candidats doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations susmentionnées (lettre de motivation ne dépassant pas deux pages ; Curriculum vitae à jour et signé ; les copies des différents diplômes et autres attestations des formations / stages ; les copies des prestations similaires et les attestations des services rendus dans un domaine similaire avec les références des clients, etc.).

4. Profil du consultant :

Le Spécialiste en sauvegarde sociale aura les qualifications suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (Bac + 5 minimum) en Sciences sociales, Sciences humaines ou Sciences économiques, sciences de l'Environnement ou tout autre domaine assimilable en communication ;
- Avoir une expérience pertinente en gestion environnementale et sociale et en communication ;
- une expérience opérationnelle en directives et politiques opérationnelles de sauvegardes sociales des bailleurs de fonds et de préférence la Banque Mondiale ;
- Une expérience professionnelle pertinente dans le suivi environnemental et social, ou seulement social des projets de développement ;
- Avoir une bonne maîtrise des Normes Sociales de la Banque mondiale ;
- Connaissance des évaluations sociales ;
- une bonne connaissance du suivi des projets de développement et notamment des procédures et de la réglementation nationale, des normes procédures et les politiques opérationnelles de la Banque Mondiale en matière de sauvegarde sociale et les autres bailleurs de fonds internationaux ;
- la capacité de travailler en équipe et de proposer des solutions aux problèmes rencontrés ;

• une bonne connaissance des questions de genre et de vulnérabilité ;

- Posséder une expérience significative dans la prévention et le règlement des conflits et la mise en place du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) dans le cadre des projets environnementaux et/ou de développement rural ;
- Posséder une expérience significative dans les domaines de la sensibilisation, de la formation et de la participation des populations à la mise en œuvre des activités des projets de développement ;
- avoir une expérience avérée et vérifiable dans la communication liée à des projets de gestion des ressources naturelles, la préparation de supports médiatiques et le travail avec les médias ;
- Bonne connaissance en informatique (Word, Excel, base de données, PowerPoint,), de la gestion de contenu web, des logiciels d'infographie et de montage audiovisuel ;
- Avoir une connaissance d'ODK Collect et de Kobo toolbox ;
- Avoir une connaissance des systèmes d'information géographique (SIG).

5. La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale de juillet 2016.

NB.

- Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels,
- Sauf dans le cadre des exceptions prévus par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus, conformément à la loi. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, et/ou avant la fin de la première année du contrat.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence de la mission à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (heures locales), du lundi au vendredi.

7. Les dossiers de candidature doivent être déposés sous pli fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le mardi 12 juillet 2022 à 16h00 et porter clairement la mention « RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SAUVEGARDE SOCIALE DU PROJET AGROFORESTERIE NORD CONGO ».

8. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES
UNITE DE COORDINATION DU PROJET, BRAZZAVILLE,
DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC 1, PARCELLE 70/59 BIS,
ARRONDISSEMENT 2 BACONGO.
Tél : +242 22 613 31 08 :
E-mail: pstatcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2022

Le Coordonnateur du PSTAT,

Patrick Valery ALAKOUA. -

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 002/ MEPSIR /PANC/2022

RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMPTABLE (RAFC) DU PROJET AGROFORESTERIE NORD CONGO (PANC)

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (IRD) pour le financement des activités du « Projet agroforestier du Nord du Congo (PANC) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'un responsable administratif financier et comptable.

2. Les services au titre de ce contrat sont essentiellement :

• En matière de gestion administrative :

- appuyer la Coordination dans la gestion administrative, financière et comptable du PANC ;
- participer à la programmation, au suivi et à l'évaluation des activités du projet ;
- fournir aux consultants un appui logistique nécessaire pour l'accomplissement de leur mission ;
- assurer le système de classement et d'archivage de tous les documents du Projet ;
- préparer les comptes rendus des réunions ;
- contribuer à la rédaction des rapports trimestriels et annuels d'activités et de suivi financier ;
- coordonner la rédaction des correspondances en rapport avec le Projet ;
- assurer toute autre tâche confiée par le Coordonnateur du Projet.

• En matière de gestion financière :

- présenter à la Coordination du Projet pour approbation les budgets prévisionnels, les comptes annuels de l'UCP ;
- présenter à la Coordination du Projet pour approbation les ordres de transferts de fonds sur les comptes spéciaux et autres comptes ouverts dans les banques de la place ;
- préparer les demandes de réallocation de fonds ;
- signer conjointement avec les autres personnes désignées les titres de paiement qui ont été préparés par le comptable ;
- participer à la préparation des contrats avec les consultants et autres partenaires de services ;
- préparer les Rapports de Suivi Financiers (RSF), tous les trois mois, pour soumission et approbation par la Coordination ;
- s'assurer que les audits interne et externe se font au moins annuellement et que toutes les recommandations de ces audits sont mises en vigueur dans les délais ;
- présenter à la Coordination pour approbation les rapports d'audit et les plans de suivi ;
- veiller à la mise en place d'un système de suivi de la programmation des dépenses et des décaissements pour l'UCP, les composantes et les agences autonomes d'exécution. Ce suivi concerne, entre autres, les documents officiels et les Contrats à toutes les étapes de leur traitement pour éviter tout retard.

• En matière de gestion du personnel :

- interpréter et appliquer les lois et règlements énoncés dans les manuels, directives, circulaires et mémoires relatifs à la gestion du personnel ;
- donner son avis pour l'autorisation des acomptes et avances sur salaires ;
- signer les états de salaires (état de virement) ;
- veiller à ce que tous les registres obligatoires de gestion du personnel soient tenus à jour ;
- procéder à l'évaluation et à la notation annuelle du personnel de son unité et approuver ou réorienter leurs objectifs annuels ;
- tenir des rencontres de planification et de suivi régulièrement avec le personnel de son unité afin d'assurer une bonne coordination et esprit d'équipe.

• En matière de gestion du patrimoine PANC

- Veiller au respect strict de la procédure d'approvisionnement en biens et services, en collaboration avec le Spécialiste en Passation de Marchés (SPM) de l'UCP ;
- S'assurer que les stocks et les équipements acquis sur les fonds mis à la disposition du PANC sont régulièrement protégés et peuvent être contrôlés à tout moment ;
- Faire prendre toute mesure permettant de localiser et d'identifier les équipements acquis sur les fonds mis à la disposition de l'unité de coordination et des autres bénéficiaires ;
- Veiller avec le Coordonnateur à ce que le personnel utilise le patrimoine à bon escient ;
- Dresser les inventaires des immobilisations selon un calendrier préétabli ;
- Gérer les immobilisations et tout autre consommable nécessaire à la bonne marche de l'UCP, etc.

3. Les candidats intéressés sont invités à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les candidats doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les

prestations susmentionnées (lettre de motivation ne dépassant pas deux pages ; Curriculum vitae à jour et signé ; les copies des différents diplômes et autres attestations des formations / stages ; les copies des prestations similaires et les attestations des services rendus dans un domaine similaire avec les références des clients, etc.).

4. Profil du consultant :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur de niveau minimum licence (maîtrise) ou équivalent (MSTCF, DESCF/DSCG, DESS, etc) en comptabilité, sciences économiques et financières ou toute autre discipline équivalente d'une institution connue (diplôme d'une école de commerce de réputation par exemple) ;
- Un diplôme professionnel supérieur en comptabilité du type Expert-Comptable (CPA, DEC, ACCA, ACA, etc) reconnu par un ordre professionnel comptable international, et ou de même qu'un diplôme en gestion de projet de développement serait un atout ;
- Jouir d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins (07) sept ans en gestion administrative et financière dans une entreprise privée, dans les projets de développement, ou autre expérience professionnelle jugée équivalente (en cabinet d'audit et d'expertise comptable) dont au moins 5 ans à des postes de responsabilité (Directeur comptable, Directeur Administratif et Financier, Contrôleur de gestion, Auditeur Manager ;
- Une expérience pratique d'au moins trois (03) ans dans les domaines de gestion administrative, comptable et financière de structures financées par les Bailleurs de fonds internationaux (UE, IDA/Banque Mondiale, BAD, DFID, les Agences de l'ONU) serait un atout ;
- Avoir une bonne maîtrise des procédures et directives des différents bailleurs de fonds, notamment de la Banque mondiale, serait un atout ;
- Avoir la maîtrise des procédures de gestion de l'administration publique serait un atout ;
- Avoir une expérience dans les institutions ou projets similaires ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, TomPro...);
- très bonne maîtrise du français.

5. La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale de juillet 2016.

NB.

- Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels.
- Sauf dans le cadre des exceptions prévus par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus, conformément à la loi. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, et/ou avant la fin de la première année du contrat.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence de la mission à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (heures locales), du lundi au vendredi.

7. Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermés ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le mardi 12 juillet 2022 à 16h00 et porter clairement la mention « RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMPTABLE DU PROJET AGROFORESTERIE NORD CONGO (PANC) ».

8. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES
UNITE DE COORDINATION DU PROJET, BRAZZAVILLE, DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC 1, PARCELLE 70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO.
Tél : +242 22 613 31 08 :
E-mail : pstatcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2022

Le Coordonnateur du PSTAT,

Patrick Valery ALAKOUA. -

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 001/ MEPSIR /PANC/2022 RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN AGROFORESTERIE DU PROJET AGROFORESTERIE NORD CONGO (PANC)

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour le financement des activités du « Projet agroforestier du Nord du Congo (PANC) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : recrutement d'un spécialiste en agroforesterie.

2. Les services au titre de ce contrat sont essentiellement :

• Sur le plan stratégique :

-Elaborer les approches d'évaluation et de valorisation du capital naturel dans la production d'activités agroforestières du PANC, y compris de cacao et de cultures de subsistance, afin de réduire la déforestation et la dégradation des forêts ;

-Identifier les interventions spécifiques du PANC au niveau des ménages et du paysage pour soutenir la production d'activités agroforestières, y compris de cacao, en cherchant à améliorer les moyens de subsistance durables des CLPA, en augmentant et en diversifiant leurs revenus. Les systèmes agroforestiers devront être adaptés aux conditions des sites agricoles sélectionnés ;

-Elaborer et coordonner la mise en œuvre d'un plan d'action intégrant des intrants, des services et des formations aux nouvelles techniques agricoles, pour promouvoir une production agroforestière climato-intelligente conforme au Document de Projet du PANC et à son Manuel de Procédures ;

-Coordonner et faire valider la quantification du montant des Paiements pour services environnementaux (PSE) individuels et communautaires pour la conservation des forêts mis en œuvre par le PANC.

• Sur le plan de l'Assistance Technique :

-Assister le spécialiste en suivi-évaluation de l'UCP dans l'élaboration des termes de références, des spécifications techniques et la collecte de données de

base à l'aide d'une boîte à outils sur le capital naturel à différents niveaux (ménage, communauté et paysage) ;

-Appuyer le spécialiste en suivi-évaluation de l'UCP dans la sélection des communautés et des sites cibles, ainsi que des ménages bénéficiaires du Projet (environ 3 000 ménages seront ciblés, avec une priorité donnée aux populations vulnérables) ;

-Suivre la logistique d'achat des semences, etc.

• Dans le domaine du renforcement de capacités :

-Organiser et superviser des initiatives d'engagement communautaire, des formations, des réunions et des séances de sensibilisation/vulgarisation avec les agriculteurs de la zone du Projet et en partenariat avec les services techniques compétents, afin de promouvoir les techniques d'agroforesterie et d'aménagement forestier durable. Les thématiques de formations porteront notamment sur le système d'enregistrement des droits fonciers, le compostage, la gestion des pestes et sur les méthodes et pratiques qui augmentent l'apport, l'absorption et l'utilisation de nutriments organiques (fertilisation biologique, compostes), la gestion des semences, les feux de brousse, etc. ;

-Appuyer la création et le renforcement des groupes de producteurs, des organes communautaires (comme les Comités de Gestion et de Développement Communautaires, CGDC et les Conseils de Concertation des Fonds de Développement Locaux, FDL), etc.

3. Les candidats intéressés sont invités à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les candidats doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations susmentionnées (lettre de motivation ne dépassant pas deux pages ; Curriculum vitae à jour et signé ; les copies des différents diplômes et autres attestations des formations/stages ; les copies des prestations similaires et les attestations des services rendus dans un domaine

similaire avec les références des clients, etc.).

4. Profil du consultant :

Le Spécialiste en agroforesterie aura les qualifications suivantes :

• Un diplôme niveau Ingénieur (équivalent Master 2 minimum bac + 5) dans les domaines de la foresterie, de l'agronomie, de la géographie de l'environnement ou disciplines apparentées ;

• Une expérience pratique du terrain et pertinente dans les domaines de l'agroforesterie ;

• Une expérience avec au moins un projet financé par la Banque mondiale ou un autre bailleur bilatéral ou multilatéral serait un atout ;

• Une expérience dans la culture spécifique du cacao serait appréciée ;

• Une expérience avec des ONG et dans le Nord Congo serait appréciée ;

• Disposer de connaissances en matière de conception, de planification, d'organisation et de gestion d'activités de projets ;

• Disposer de bonne connaissance en informatique (Word, Excel, base de données, PowerPoint, SIG, ODK Collect, Kobotoolbox, etc.) ;

• Avoir une bonne capacité de communication orale, d'analyse et de rédaction à l'écrit, le tout en français ;

• Savoir travailler en équipe, avec différents partenaires et sous pression ;

• Être disponible pour réaliser des missions régulières dans la zone d'intervention du Projet.

5. La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale de juillet 2016.

NB.

• Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver

et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels ;

• Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus, conformément à la loi. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, et/ou avant la fin de la première année du contrat.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence de la mission à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (heures locales), du lundi au vendredi.

7. Les dossiers de candidature doivent être déposés sous pli fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le mardi 12 juillet 2022 à 16h00 et porter clairement la mention « RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE AGROFORESTERIE DU PROJET AGROFORESTERIE NORD CONGO ».

8. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES
UNITE DE COORDINATION DU PROJET, BRAZZAVILLE,
DERRIERE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC 1, PARCELLE 70/59 BIS,
ARRONDISSEMENT 2 BACONGO.
Tél: +242 22 613 31 08 ;
E-mail: pstatcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2022

Le Coordonnateur du PSTAT,

Patrick Valery ALAKOUA. -

NÉCROLOGIE



La Direction générale des Dépêches de Brazzaville et son personnel informent les parents, amis et connaissances du décès de Joseph Kinfounia, « Papa Djo » pour les intimes, chauffeur à la retraite, survenu le 28 juin à Brazzaville des suites d'une longue maladie.

La veillée mortuaire se tient à Mayanga, au quartier Vouela, après la cité de l'OMS. Référence arrêt Maison-Blanche.

La date des obsèques et les plus amples renseignements concernant le lieu des funérailles vous seront communiqués très prochainement.

IN MEMORIAM



30 Juin 1997- 30 Juin 2022, 25 ans déjà !

La mort, toujours la mort ! Et encore, ce maudit mois de juin 1997, qui avait brisé nos cœurs et infligé une lourde peine à notre famille, la famille Ondzenga. Après avoir arraché tragiquement au matin de la guerre du 05 juin 1997, à notre affection, notre cher aimé, père Faustin Jérôme Ondzenga, voilà que le 30 juin 1997, la mort s'acharnait encore une nouvelle fois sur notre fils, et petit frère Faustin Norris Ondzenga.

En ce triste et douloureux jour anniversaire de ta mort, ta mère Charlotte Ingoba, tes frères et sœurs prient tous ceux qui t'ont connu et aimé, de ne cesser d'avoir une pensée pieuse pour toi.

Pour recommander l'âme de notre fils Faustin Norris Ondzenga entre les mains de Dieu Tout-Puissant, une messe sera célébrée en sa mémoire ce jeudi 30 juin 2022, à 6h 15 à la chapelle des 7 plaies de Jésus de 10 Maisons.

Norris, Nono, le malheur de t'avoir perdu ne nous fera pas oublier le bonheur t'avoir connu. Nous ne t'oublierons jamais tes souvenirs seront toujours gravés à jamais dans nos cœurs.

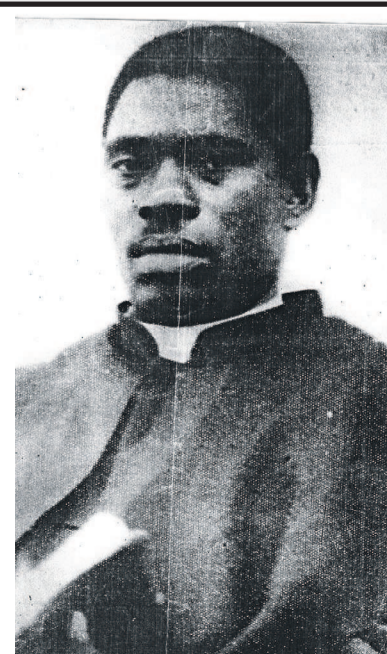
1986-2022 il y'a 36 ans que le révérend pasteur évangéliste Daniel Ndoundou nous quittait, à l'occasion de l'anniversaire de son rappel à la gloire de Dieu les collectives des ONG fondations et association révérend Mont Ngouedi et l'association Rebâtir Mfouati, dont le siège se trouve à Brazzaville Loutété ensuite Allemagne et Suisse.

Prient tous ceux qui l'ont connu et aimé avec un véritable amour d'avoir une pensée pieuse à son égard.

Enfin pour rendre hommage à ce digne fils de notre nation du Congo et d'Afrique universellement reconnu et qui sera reconnu de toutes les générations passées présentes et à l'avenir comme le 1^{er} pionnier et père du Réveil spirituel du Congo Brazzaville, il sera organisé des grandes journées de mémoires culturelles à travers notre pays à Brazzaville, Loutété, Ngouedi, Nkayi, Dolisie, Pointe-Noire et à Kinshasa en République démocratique du Congo.

Des concerts religieux et des conférences sont prévus avec les meilleurs groupes des chorales de nos églises (T.E CEB. Bilombo et chorales).

Un communiqué de presse sera lancé les jours du début.



LÉGISLATIVES 2022

Félicien Pambou veut apporter du changement à Mvou-Mvou

Candidat indépendant dans la première circonscription de Mvou-Mvou, Félicien Pambou veut changer le visage de ce deuxième arrondissement de la ville océane qui l'a vu grandir avant son départ pour les Etats-Unis d'Amérique où il réside actuellement.

« Je suis natif de Mvou-Mvou. J'y ai fait mon cycle primaire et secondaire à Mvou-Mvou. J'y ai exercé les petits boulots comme le séchage de poisson à la mer, je connais mieux cet arrondissement et ses nombreux problèmes dont nous devons apporter des solutions », a dit Félicien Pambou aux «Dépêches de Brazzaville».

« A Mvou-Mvou 1, je suis candidat pour apporter ce que les autres ne font pas ou n'ont pas encore fait. Je vais apprendre aux gens à pêcher et non leur donner du poisson tous les jours. Je vais apporter une formation qualifiante à la population de Mvou-Mvou pour lui permettre d'avoir un emploi direct aussitôt la formation terminée », a assuré le candidat.

Pour Félicien Pambou, cela fait près de trente ans que Mvou-Mvou n'a pas évolué ni changé. « Nous nous inscrivons dans la droite ligne du président de la République qui veut donner un sang neuf aux institutions du pays dont fait partie le Parlement. C'est nous qui allons apporter ce changement. Pour ce faire, notre campagne électorale sera différente des autres. Nous allons faire une campagne de proximité, c'est-à-dire faire le porte-à-porte pour apporter le message contenu dans notre vision. Nous voulons faire table rase du passé qui n'a rien apporté à Mvou-Mvou », a ajouté le candidat.



Le candidat Félicien Pambou/DR

«L'autre innovation que nous apportons est que nous venons avec un plan de développement pour Mvou-Mvou. Nous allons l'accomplir avec les pouvoirs publics. Ce plan va donc redonner confiance aux gens de cet arrondissement et restaurer leur espoir. C'est le moment de changer Mvou-Mvou, nous sommes venus pour cela et nous allons amener des techniciens pour donner du travail aux gens », a-t-il conclu.

Hervé Brice Mampouya

SPORT DE TRAVAIL

La Ligue lance officiellement son championnat

La Ligue départementale de sport de travail de Pointe-Noire a lancé officiellement son championnat édition 2022, le week-end dernier, au stade Enrico-Mattei d'ENI Congo, dans l'arrondissement 2 Mvou-Mvou.

En match d'ouverture, la formation sportive d'ILOGS nzango a pris le dessus sur celle de l'hôpital général de Loandjili, 45 à 36 alors qu'au football, chez les messieurs, la société SPIE l'a emporté face à FC Police par forfait.

La compétition regroupe neuf équipes de nzango chez les dames et huit équipes de football chez les messieurs. Après le lancement des hostilités par le directeur départemental des Sports et de l'Education physique, Joseph Biangou Ndinga, l'équipe dame d'ILOGS, détentrice du titre, s'est imposée face à celle de Loandjili, sur un score sans appel de 45 à 36, dominant parfaitement à la première partie, 24-17.

Cependant, au football, la société SPIE, qui participe pour sa première fois au championnat départemental de la Ligue des sports du travail, a gagné par forfait son premier match face à FC Police qui ne s'est pas présenté. Mohamed Zenzemi, représentant de cette équipe, a exprimé sa satisfaction de participer à cette compétition avant de divulguer ses ambitions de la remporter.

Saluant la présence des équipes engagées à cette édition, le président de ladite Ligue, Hervé Kiminou Missou, a félicité les responsables des entreprises et des administrations publiques et privées ayant compris l'importance de la pratique du sport, en engageant leurs cadres à cette prestigieuse compétition qui qualifiera les meilleures équipes au championnat national. Pour le bon déroulement de ce championnat, il a appelé au respect de l'adversaire et au fair-play. Hervé Kiminou Missou a, par ailleurs, souhaité la bienvenue aux nouvelles équipes qui se sont jointes au championnat cette année, notamment la Société SPIE

Notons que dans son mot d'ouverture, le directeur départemental des Sports et de l'Education physique, Joseph Biangou Ndinga, a également invité les cadres engagés au championnat des travailleurs de faire preuve de dignité et de responsabilité afin d'aboutir aux objectifs de la compétition, à savoir la qualification des meilleurs clubs au championnat national édition 2022.

Le calendrier de la compétition annonce toutes les rencontres, du football et du nzango, les samedis à Enrico-Mattei, jusqu'au mois d'août.

Charlem Léa Itoua



Océan du Nord
Sécurité-Confort-Fiabilité

OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!
après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo



Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les
MARDIS
SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les
JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

DISPARITION

Les sportifs rendent un dernier hommage à Me Hilaire Toualani Ngouari

L'ancien président de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécoju-Da), trésorier du Comité national olympique et sportif congolais (CNOSC), a été mis en terre, le 29 juin, au cimetière Ma Campagne, dans le premier arrondissement de Brazzaville, Makélékelé. Il est décédé le 16 juin au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville, à l'âge de 72 ans.

En présence des dirigeants du CNOSC, des responsables des fédérations nationales, le corps sans vie de Me Hilaire Ngouari a été vénéré et célébré par les athlètes de plusieurs sports de combat.

Dans l'enceinte du gymnase Henri-Elendé où s'est déroulée la cérémonie d'hommage, l'émotion a été visible. Les parents, amis et connaissances, ont témoigné leur sympathie à l'égard de celui qui était considéré comme l'un des pères du judo et du karaté au Congo.

Au nom du président du CNOSC, la troisième vice-présidente de cette structure, Françoise Mahoungou, a signifié dans l'oraison funèbre que Me Hilaire fut un grand amoureux du sport. Selon elle, le défunt a travaillé, durant toute sa vie, pour le développement des disciplines sportives.

Pour sa part, le premier vice-président de la Fécoju-Da a indiqué, au nom du président Me Francis Ata, que la mémoire du Senseï Hilaire Toualani Ngouari restera gravée dans



Les judokas portant le sarcophage de Me Hilaire/Adiac

celle des judokas.

Me Hilaire Toualani Ngouari, qui a dirigé la Fécoju-Da entre 1996 et 2000, a débuté comme athlète avant d'atteindre le

sommet. Natif de Madingou, dans le département de la Bouenza, ce père de huit enfants faisait partie des rares sportifs congolais ayant prati-

qué et excellé dans plusieurs disciplines. Il a, en effet, quitté la terre des hommes au moment où son expérience était encore sollicitée dans la ré-

solution de certaines crises qui minent quelques fédérations. En effet, il a été un grand nom dans l'univers sportif congolais, ayant façonné et inspiré plusieurs champions dans son parcours d'athlète et de dirigeant sportif.

Sixième dan en judo et karaté Shotokan puis professeur de judo, Senseï Ngouari a roulé également sa bosse dans les sports individuels comme la lutte, la boxe ou l'escrime. Il fut aussi maître-nageur. Premier arbitre au karaté et ancien Diable rouge au judo, ce spécialiste du Ne Waza (technique de combat au sol au judo) a assuré les fonctions de vice-président de la section karaté, vice-président de la Fécoju-Da (1982-1996) puis président à partir de 1996 jusqu'à l'an 2000.

Ancien professeur d'éducation physique et sportif, il était également trésorier général du CNOSC (depuis 2009) puis membre du Conseil fédéral de la Fécoju-Da (depuis 2000) jusqu'au jour de son décès.

Rude Ngoma

CAN FÉMININE DE FOOTBALL

Duel Maroc-Burkina Faso en ouverture

Le match opposant le Maroc au Burkina Faso lancera officiellement, ce samedi, la douzième Coupe d'Afrique des nations (CAN) féminine qui se disputera jusqu'au 31 juillet, respectivement à Rabat et à Casablanca.

Douze sélections réparties dans trois poules de quatre sont en lice pour succéder au Nigeria, plusieurs fois tenant du titre. Le Maroc, pays hôte de la compétition, partage le groupe A avec le Burkina Faso, le Sénégal et l'Ouganda. Le Cameroun, la Zambie, la Tunisie et le Togo composent le groupe B. Le Nigeria est logé dans le groupe C avec l'Afrique du Sud, le Burundi et le Botswana. Les quatre demi-finalistes seront directement qualifiées à la phase finale de la Coupe du monde prévue du 20 juillet au 20 août 2023, en Australie. Éliminé avant le dernier tour par le Gabon, le Congo manquera à ce rendez-vous. Mais qu'à cela ne tienne, la compétition réserve des affiches de haute facture parmi lesquelles Cameroun-Zambie, le 3 juillet. Les Camerounaises pourraient compter sur l'expérience et le talent de leur star, Ajara



Nchout, pour se qualifier à la phase finale de la Coupe du monde. La Zambie, grâce à Barbra Banda, a des atouts à faire valoir. Elle s'était illustrée lors des Jeux Olympiques de Tokyo en marquant six buts en trois matches. Nigeria-Afrique du Sud est le remake de la finale de 2018 remportée par les Super Falcons.

Les Nigériennes s'appuieront sur l'expérience d'Asisat Oshoala, trois fois gagnante de la CAN pour succéder à elles-mêmes. Thembi Kgatlana de l'Afrique du Sud aura à cœur l'envie de prendre sa revanche sur le Nigeria. Zambie-Tunisie n'est pas aussi à négliger en tenant compte des forces en présence. La Tunisienne Mariem Houij compte parmi les joueuses attendues de la compétition. Le Maroc peut compter sur l'expérience de son entraîneur, Reynald Pedros, pour se qualifier à la Coupe du monde

d'Australie. Le Français a enchaîné des titres avec l'Olympique Lyonnais en remportant les Ligues européennes des championnes en 2018 et 2019. Les Lionnes de l'Atlas peuvent aussi miser sur l'attaquante de Tottenham Rosella Ayane pour réussir leur compétition.

Notons que pour cette compétition, la Confédération africaine de football (CAF) a sélectionné seize arbitres et seize autres assistants contre huit arbitres VAR. La mascotte de cette 12e édition a été dévoilée. « Titrit », qui signifie star ou célébrité, est une lionne en référence aux Lions/ Lionnes de l'Atlas du Maroc; symbole indéniable de la puissance et de courage. « Les chaussures de football à ses pieds rappellent qu'elle est là pour jouer et prête à contribuer à l'atmosphère festive de la CAN », indique la CAF.

James Golden Eloué